Jeudi 25 Juillet 2019

6 Société et Culture

Ici et Ailleurs

• Tabagisme Encadrement de la cigarette électronique



La Chine, qui compte le plus grand nombre de fumeurs au monde, envisage de durcir la réglementation autour des cigarettes électroniques. Le géant asiatique craint que le vapotage n'attire les adolescents vers le tabagisme. Le pays compte plus de 300 millions de fumeurs et un homme sur deux est tabaco-dépendant. La cigarette y entraîne la mort d'un million de personnes chaque année, selon l'OMS, et 100000 décès sont attribués au tabagisme passif. "L'en-cadrement des cigarettes électroniques doit être sévèrement renforcé", a souligné lundi lors d'une conférence de presse Mao Qunan, le chef du département de planification de la Commission nationale de la santé (CNS).

Cinéma

"Le Roi Lion" n° 1 au box-office canadien

"Le Roi Lion" n'a fait qu'une bouchée du box-office nord-américain pour son premier week-end d'exploitation, avec près de 192 millions de dollars de recettes, selon les chiffres définitifs de la société spécialisée Exhibitor Relations publiés lundi. Pour raconter les aventures du lionceau Simba, le réalisateur, Jon Favreau, a usé d'un procédé totalement nouveau: le film a été tourné par une équipe traditionnelle de cameramen, mais au sein d'un monde de réalité virtuelle en 3D. Il a aussi fait appel à un casting de stars, comme Beyoncé, pour les voix des personnages. Le film a déjà dépassé le demi-milliard de dollars de recettes à travers le monde.

•Immobilier La villa de Dolce et Gabbana en vente

Vue panoramique sur la mer, silence total, 300 m2 de terrasses et jardins et sept suites décorées Domenico Doice et Stefano Gabbana: la luxueuse villa du duo de stylistes est à vendre sur l'île Stromboli, au large de la Sicile. L'agence immobilière Lionard Luxury Real Estate en a fait l'annonce mardi matin et a depuis "reçu près d'une centaine de mails et d'appels pour demander des informations", a-t-elle indiqué à l'AFP. Le prix? Mystère, l'Agence ne le communiquera qu'aux éventuels clients.

Rassemblés par CM

Conservation/Ouverture d'un atelier de formation sur le patrimoine documentaire, hier à Libreville

Pour l'intérêt des générations futures

CM

Libreville/Gabon

L'ORGANISATION des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) organise depuis hier, à son siège de Libreville, un atelier de présentation d'un module de formation sur le patrimoine documentaire. Objectif: avoir des experts gabonais dans la préservation et la conservation du patrimoine documentaire gabonais et permettre au pays de pouvoir préserver son histoire pour les générations futures.

Dans son discours de circonstance, Dr Thierry P. Nzamba Nzamba, spé-



Les participants à l'ouverture des travaux.

cialiste du Programme culture Unesco, a rappelé que l'Unesco s'est engagée à œuvrer pour le renforcement de la préservation du patrimoine documentaire au Gabon à travers le *Programme Mémoire du Monde*.

"C'est donc sous cet axe d'action que l'Unesco,

avec le comité mémoire du Monde, organise cet atelier relatif à la préservation du patrimoine documentaire. Elle encourage et apporte son soutien aux États pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies adéquates en matière de patrimoine documentaire ", a-t-il souligné.

En accompagnant l'élaboration d'un tel module au Gabon, l'Unesco, a-t-il poursuivi, "espère voir le pays se doter d'un module d'apprentissage adapté aux évolutions technologiques en matière de gestion documentaire et surtout de préservation". Il a enfin invité les participants à faire des propositions concrètes pour redynamiser la préservation du patrimoine documentaire en général et des archives en particulier.

La cérémonie s'est achevée avec la présentation du patrimoine documentaire et les enjeux liés à sa pérennisation.

Selon la convention

Unesco de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicite des biens, le patrimoine culturel est un document ou un ensemble de documents qui représentent une valeur significative et durable pour une communauté, une culture ou un pays ou pour l'humanité en général, et dont la détérioration ou la perte constituerait un appauvrissement dommageable. Il peut être matériel (mobilier ou immobilier) ou immatériel. Ce module de formation se tiendra sur deux jours.

Niveau de promotion de l'économie numérique au Gabon Un taux de satisfaction globale moyen



Le formateur, Ela Amos, s'adressant à son auditoire.

LLIM

Libreville/Gabon

C'est la principale conclusion de l'atelier de validation de la phase 2 du projet eGabon portant sur "L'enquête sur le niveau de satisfaction des acteurs TIC en matière de promotion par le gouvernement gabonais de l'économie numérique".

LA cellule de coordination du projet eGabon composante 2 a organise, le 19 juillet dernier, en collaboration avec le cabinet Groupe CIBLE, un atelier de validation de la phase 2 de l'étude portant sur "l'enquête sur le niveau de satisfaction des acteurs des TIC en matière de promotion par le gouvernement de l'économie numérique". A l'hôtel Nomad dans la commune d'Akanda au nord de Libreville.

Plusieurs acteurs locaux parmi lesquels l'Autorité de régulation des commu-



nications électroniques et des postes (Arcep), l'Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences (Aninf), Gabon Télécoms, Airtel Gabon, United Bank for Africa (UBA), Orabank, l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANPI), la société d'incubation numérique du Gabon (Sing), Axa Assurance, l'Union gabonaise de banque (UGB), BGFI Business School, etc., tous partenaires à l'émulation de l'écosystème numérique au Gabon, ont pris une part active à cet atelier. Le but étant d'évaluer le niveau de satisfaction des acteurs du numérique en matière de vulgarisation et de déploiement de la politique publique de l'économie numérique par le gouvernement gabonais. Laquelle, s'inscrit dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) qui vise à favoriser la montée d'un écosystème d'innovations numériques dans notre pays.

Cet atelier a débouché sur plusieurs recommandations issues principalement d'entretiens semi-directifs organisés et des analyses issues des systèmes SEPO, PESTEL et SWOT subséquentes. De façon générale, l'enquête a révélé un taux de satisfaction globale qui reste moyen. Et pour faire mieux, l'étude recommande, entre autres, de rendre plus perceptible le e-Gouvernement et l'Open Government par des actions tangibles et bien ciblées, appuyées par des plans de communication nationale et internationale, par cible (citoyen, entreprise, administration...) ; d'accélérer le développement des compétences en TIC dans l'administration; d'améliorer l'interopérabilité des administrations sur plates-formes électroniques; de consolider le cadre juridique et réglementaire par divers décrets d'application attendus; de mieux asseoir la culture numérique par une meilleure vulgarisation des concepts et piliers du projet eGabon au niveau des cibles.

Une première enquête avait déjà été menée durant la période 2017-2018. Ces premiers résultats, rendus publics, ont permis de se focaliser sur trois



L'ensemble des participants au terme de l'atelier.

principales cibles: le grand public avec un focus sur les jeunes, les entreprises en général et celles du domaine des activités des TIC en particulier et les enseignants.

Pour rappel, le projet

eGabon, lancé en 2006, est piloté par le ministère de la Communication, de l'Économie numérique et de la Poste, à travers la Direction générale de la Promotion de l'économie numérique.

